

ARRETE MUNICIPAL N°2024/136

Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement rue Ravier

Le Maire de la Commune d'Ambilly ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-28, L2212-1 et L2213-2 ;

Vu le Code de la Route, notamment les articles R 411-8 et R 411-25 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,

Vu la demande de M Laurent BECHET, représentant l'entreprise SIPE, demeurant chez SOGELINK TSA7001- 69134DARDILLY CEDEX pour effectuer les **travaux GRDF rue Ravier niveau n° 53**

Vu l'intérêt général et considérant que les travaux GRDF, nécessitent de réglementer la circulation et le stationnement **sur la rue Ravier** ; pendant la durée des travaux.

ARRETE

Article 1 – Du 12 au 22 novembre 2024, l'entreprise SIPE est autorisée à utiliser le domaine public pour l'exécution des travaux précédemment désignés.

Article 2 – Du 12 au 22 novembre 2024, la chaussée sera réduite sur **la rue Ravier**, La circulation sera régulée par un alternat automatique si nécessaire, le libre passage ou l'arrêt seront indiqués par des agents munis d'un piquet K10. La vitesse sera limitée à 30km/h à l'approche de la section concernée par les travaux. Des panneaux B14 (x2), KC1 « circulation alternée » (x2) et AK5 (x2) seront mis en place dans chaque sens de circulation à l'approche des travaux et des chevrons de type K8 (x2) ainsi que des balises type K5c ou K16 seront utilisés pour délimiter la position du chantier.

Article 3 - Du 12 au 22 novembre 2024, le stationnement **dans la rue Ravier** sera interdit près de la zone des travaux. Tout véhicule gênant pourra être mis en fourrière aux frais de son propriétaire. Des panneaux B6d seront mis en place par les entreprises.

Article 4 – Durant cette période, la circulation des piétons au niveau de la zone de travaux sera déviée sur le trottoir matérialisé. Des panneaux de type "*piétons, passez en face*" devront être disposés sur les passages protégés les plus proches. Une circulation piétonne matérialisée et sécurisée sera maintenue en permanence pendant toute la durée des travaux. Cette circulation piétonne devra être clairement visible.

Article 5 - La signalisation nécessaire de restriction, d'information et de déviation sera conforme à la réglementation en vigueur et sera mise en place et maintenue par l'entreprise en charge des travaux : Entreprise SIPE.

Article 6 - L'entreprise qui interviendra sur ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Article 7 - Les infractions aux présentes dispositions seront constatées et poursuivies conformément à la loi.

Article 8 - Les installations ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et au libre accès des propriétés riveraines. Le point de défense incendie devra rester accessible aux services de secours pendant la durée des travaux.

Article 9 – Les accès pour les véhicules de secours seront maintenus en permanence.

Article 10 – Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entrainera la suspension immédiate du chantier

Article 11 - Dès l'achèvement des travaux, l'entreprise SIPE devra enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultant de son intervention.

Article 12 - Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa transmission au contrôle

Article 12 - Mme la Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté. Ampliation du présent arrêté municipal sera adressée :

- Mme la Directrice Générale des Services.
- M. le représentant de l'entreprise.
- M. le Chef de poste de la police municipale d'Ambilly.
- M. le directeur de TP2A.
- Le Commandant du centre principal de secours.

Fait à Ambilly, le 06-11- 2024.
Monsieur Noël PAPEGUAY
Adjoint aux travaux et suivis de chantiers



Publié sur le site Internet le : – 8 NOV. 2024

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, le cas échéant, de sa réception par le Représentant de l'Etat.